

RF

ROYAUME DE BELGIQUE

Avis 42.180/2
DU 1^{er} FÉVRIER 2007

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Secrétaire d'État à la Modernisation des Finances et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au Ministre des Finances, le 25 janvier 2007, d'une demande d'avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un projet d'arrêté royal "portant exécution de la loi du 9 janvier 2007 visant à octroyer une allocation pour l'acquisition du gasoil, du gaz propane en vrac, du pétrole lampant et du gaz naturel destinés au chauffage d'une habitation privée", a donné l'avis suivant :

Suivant l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, inséré par la loi du 4 août 1996, et remplacé par la loi du 2 avril 2003, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

"L'urgence est motivée par le fait :

- que la loi du 9 janvier 2007 visant à octroyer une allocation pour l'acquisition du gasoil destiné au chauffage d'une habitation privée confère au Roi d'importants pouvoirs d'exécution, notamment quant à la détermination des modalités du recours administratif ainsi qu'aux autorités chargées de statuer sur les litiges;
- qu'au vu du nombre déjà existant de contestations, il convient dès lors que les mesures réglementaires soient prises rapidement afin de résorber le contentieux en la matière;
- que le présent arrêté doit donc être pris d'urgence."

*

* *

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Formalités préalables

Le préambule du projet vise un avis de l'inspecteur des finances du 30 mai 2006 et un accord du Ministre du Budget du 26 juin 2006.

Ces avis et accord ont été donnés sur un projet d'arrêté royal portant exécution de la loi du 22 février 2006 visant à octroyer une allocation pour l'acquisition du gasoil destiné au chauffage d'une habitation privée, projet d'arrêté royal sur lequel le Conseil d'État a donné le 12 juillet 2006 l'avis 40.871/2.

.../...

Dès lors que le projet d'arrêté royal examiné puise son fondement légal dans une autre loi que celle qui servait de fondement au projet d'arrêté royal sur lequel l'avis 40.871/2, précité, a été donné, et que le projet d'arrêté royal examiné comporte des modifications substantielles par rapport au projet d'arrêté royal sur lequel portaient les avis et accord précités ⁽¹⁾, il convient de soumettre à nouveau le projet examiné aux formalités préalables liées au contrôle administratif et budgétaire.

Observations générales

1. Le contexte dans lequel a été adoptée la loi du 9 janvier 2007 visant à octroyer une allocation pour l'acquisition du gasoil, du gaz propane en vrac, du pétrole lampant et du gaz naturel destinés au chauffage d'une habitation privée (ci-après dénommée : la loi du 9 janvier 2007) se caractérise par le fait que les ayant-droits des allocations visées par cette loi ont pu, en se fondant sur des initiatives gouvernementales prises par la voie de communiqués, solliciter le bénéfice des dites allocations avant que leur régime juridique soit promulgué.

Dans l'avis 40.844/2 qu'il a donné le 12 juillet 2006 sur l'avant-projet devenu la loi du 9 janvier 2007 ⁽²⁾, précitée, le Conseil d'État a, à cet égard, fait observer ce qui suit :

"Dès lors que des initiatives ont déjà été prises par le Gouvernement en vue de permettre aux ayants droit de solliciter le bénéfice des dispositions en projet avant même leur promulgation ⁽³⁾, il va de soi que les modalités d'application à fixer par le Roi devront également entrer en vigueur avec effet rétroactif et être compatibles avec les initiatives déjà prises à ce jour, sauf à tromper les attentes légitimes des destinataires de celles-ci.

⁽¹⁾ Le projet d'arrêté royal examiné comporte 42 articles alors que le projet 40.871/2, précité, en comportait 31.

⁽²⁾ Doc. parl., Chambre, session 2006-2007, n° 2753/001, pp. 20-26.

⁽³⁾ Note de bas de page n° 4 de l'avis cité : L'application anticipée des mesures contenues dans l'avant-projet place le législateur dans une situation qui n'est pas prévue par la Constitution et porte atteinte à ses prérogatives.

Il ne se concevrait cependant pas que le Roi se fonde sur les initiatives qui ont été adoptées de manière anticipée pour imposer rétroactivement des obligations aux allocataires identifiés par la loi, obligations qui ne pourraient plus matériellement être respectées par ceux-ci au moment où les normes juridiques qui les imposeraient seraient publiées."

L'article 40 du projet d'arrêté examiné entend manifestement donner suite à cette observation. Il dispose en effet comme suit :

"Est en tout état de cause recevable jusqu'à l'expiration du mois qui suit la publication du présent arrêté au Moniteur belge, la demande d'allocation ou de remboursement dont le délai d'introduction expire avant cette date."

Comme il est impératif d'assurer une égalité de traitement entre ceux qui ont sollicité le bénéfice du dispositif prévu par la loi du 9 janvier 2007, précitée, avant qu'il ait acquis force obligatoire et ceux qui ne l'ont pas fait ou l'ont fait d'une manière non conforme à celui-ci, l'article 40 du projet ne pourrait s'interpréter d'une manière telle que, lu en combinaison avec les délais d'introduction des demandes établis pour le passé par le projet, il aboutirait à rendre irrecevables les demandes introduites entre la date d'expiration des délais institués rétroactivement par le projet et la date de publication au Moniteur belge de l'arrêté examiné.

En d'autres termes, il ne saurait être exigé des ayant-droits qui ont introduit une demande "tardive" au regard des délais établis rétroactivement par le projet qu'ils réintroduisent une nouvelle demande dans le délai que leur donne l'article 40 du projet.

En effet, comme précisé ci-avant, le respect du principe d'égalité constitue, en l'espèce, la mesure de l'admissibilité de la rétroactivité du dispositif d'aide mis en place par la loi du 9 janvier 2007, précitée. Or, pour être conforme à ce principe, l'arrêté examiné ne peut autoriser l'administration à ne pas donner suite aux demandes dont elle a déjà été saisie car, sans justification pertinente, une telle dispense d'examen reviendrait à traiter défavorablement un demandeur d'allocation pour le motif qu'il aurait omis de suivre des "normes" dépourvues de valeur contraignante.

Il va, par ailleurs, de soi que pour les demandes ainsi visées qui ne répondraient pas aux conditions de forme fixées par l'arrêté en projet, l'occasion doit être donnée aux intéressés de régulariser leurs demandes comme pourraient le faire ceux qui ont introduit leurs demandes dans le délai initial.

.../...

C'est donc sous le bénéfice de cette interprétation que doivent être compris les délais institués rétroactivement par le projet et qui ne pourront matériellement plus être respectés par leurs destinataires au moment de la publication de l'arrêté qui les porte.

2. Selon l'article 18, alinéa 2, de la loi du 9 janvier 2007, précitée, le Roi est habilité spécialement à régler les quatre objets identifiés par cet alinéa.

Pour procurer exécution à la loi du 9 janvier 2007, précitée, le Roi ne dispose pour le surplus que du pouvoir réglementaire qu'Il détient en vertu de l'article 108 de la Constitution ⁽⁴⁾.

Or, de nombreuses dispositions du projet règlent des objets qui n'ont pas directement trait à ceux que vise l'article 18, alinéa 2, de la loi du 9 janvier 2007 ⁽⁵⁾, précitée.

Pour ces dispositions, le Roi doit, dès lors, être en mesure de pouvoir démontrer qu'en les adoptant, Il s'est borné à dégager du principe de la loi et de son économie générale les conséquences qui en découlent naturellement d'après l'esprit qui a présidé à sa conception et les fins qu'elle poursuit, sans en étendre ni en restreindre la portée.

Si cette démonstration ne pouvait être apportée pour certaines des dispositions visées, il conviendrait alors de les omettre puisqu'elles seraient dépourvues de fondement juridique.

⁽⁴⁾ En effet, il est de règle qu'une habilitation comme celle qui figure à l'article 18, alinéa 1^{er}, de la loi du 9 janvier 2007 et qui charge le Roi de déterminer "les modalités d'application de la présente loi" ne Lui confère pas d'autre pouvoir que celui qu'Il détient en application de l'article 108 de la Constitution.

⁽⁵⁾ Voir plus particulièrement les articles 5, 8, alinéa 2, 18, alinéa 2, 27, § 2, 29, alinéa 2, 30, 31, 38 et 39 du projet.

Observations particulières

Dispositif

Article 7

Le Conseil d'État n'aperçoit pas la portée des mots "une personne physique qui relève d'un service de taxation à l'impôt des personnes physiques".

Articles 18 et 35

Aux articles 18 et 35 du projet, il serait plus conforme à l'article 18, alinéa 2, 3°, de la loi du 9 janvier 2007, précitée, que la compétence de statuer sur les demandes que visent ces dispositions soit confiée directement à un fonctionnaire.

Article 34

Le Conseil d'État se demande s'il est logique de viser, pour l'introduction de demandes bimensuelles de remboursement, des allocations octroyées pour une période allant de juillet 2006 à mars 2007 alors que l'article 6 de la loi du 9 janvier 2007, précitée, vise les fournitures de gaz naturel effectuées entre le 1^{er} janvier 2006 et le 30 juin 2006.

Article 40

Le Conseil d'État se demande comment s'articule le délai d'un mois prévu à l'article 40 du projet avec les délais de trois mois prévus aux articles 9 et 12, alinéa 2, de la loi du 9 janvier 2007, précitée.

Annexes

Les annexes doivent être pourvues d'un intitulé indiquant qu'elles constituent des annexes à l'arrêté en projet, être revêtues de la mention "Vu pour être annexé à l'arrêté royal du ... portant exécution de la loi du 9 janvier 2007 visant à octroyer une allocation pour l'acquisition du gasoil, du gaz propane en vrac, du pétrole lampant et du gaz naturel destinés au chauffage d'une habitation privée" et être signées comme l'arrêté en projet. La rédaction de ces annexes devra également être revue pour que le demandeur qui souhaiterait introduire une demande fondée sur l'article 40 de l'arrêté en projet ne soit pas induit en erreur par les délais mentionnés dans ces annexes, lesquels sont expirés, et par le fait que les annexes ne font par ailleurs pas mention de la possibilité qui existe toujours d'introduire une demande d'allocation.

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	J. JAUMOTTE,	conseillers d'État,
Mesdames	M. BAGUET,	
	B. VIGNERON,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. P. RONVAUX, auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

B. VIGNERON

Y. KREINS

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 42.180/2
VAN 1 FEBRUARI 2007

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 25 januari 2007 door de Staatssecretaris voor de Modernisering van de Financiën en de Strijd tegen de fiscale fraude toegevoegd aan de Minister van Financiën verzocht hem, binnen een termijn van vijf werkdagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit met betrekking "tot de uitvoering van de wet van 9 januari 2007 houdende toekenning van een toelage voor het aanschaffen van huisbrandolie, van propaangas in bulk, van lamppetroleum en van aardgas bestemd voor de verwarming van een privéwoning", heeft het volgende advies gegeven :

Volgens artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996 en vervangen bij de wet van 2 april 2003, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt de motivering in de brief als volgt :

L'urgence est motivée par le fait :

- que la loi du 9 janvier 2007 visant à octroyer une allocation pour l'acquisition du gasoil destiné au chauffage d'une habitation privée confère au Roi d'importants pouvoirs d'exécution, notamment quant à la détermination des modalités du recours administratif ainsi qu'aux autorités chargées de statuer sur les litiges;
- qu'au vu du nombre déjà existant de contestations, il convient dès lors que les mesures réglementaires soient prises rapidement afin de résorber le contentieux en la matière;
- que le présent arrêté doit donc être pris d'urgence."

*

* *

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 4, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

.../...

Voorafgaande vormvereisten

In de aanhef van het ontwerp wordt verwezen naar een advies van de inspecteur van financiën d.d. 30 mei 2006 en naar een akkoordbevinding van de Minister van Begroting d.d. 26 juni 2006.

Dat advies en die akkoordbevinding hebben betrekking op een ontwerp van koninklijk besluit met betrekking tot de uitvoering van de wet van 22 februari 2006 houdende toekenning van een toelage voor het aanschaffen van huisbrandolie voor de verwarming van een privé-woning, over welk ontwerp van koninklijk besluit de Raad van State op 12 juli 2006 advies 40.871/2 heeft uitgebracht.

Aangezien de rechtsgrond van het voorliggende ontwerp van koninklijk besluit te vinden is in een andere wet dan die welke de rechtsgrond opleverde van het ontwerp van koninklijk besluit waarover het voormelde advies 40.871/2 is gegeven en aangezien het voorliggende ontwerp van koninklijk besluit aanzienlijke wijzigingen bevat ten opzichte van het ontwerp van koninklijk besluit waarop het voormelde advies en de voormelde akkoordbevinding betrekking hadden ⁽¹⁾, dienen voor het voorliggende ontwerp opnieuw de voorafgaande vormvereisten te worden vervuld die verband houden met de administratieve en begrotingscontrole.

Algemene opmerkingen

1. De wet van 9 januari 2007 houdende toekenning van een toelage voor het aanschaffen van huisbrandolie, van propaangas in bulk, van lamppetroleum en van aardgas bestemd voor de verwarming van een privéwoning (hierna te noemen: de wet van 9 januari 2007) is aangenomen in een context die gekenmerkt wordt door het feit dat het voor degenen die recht hadden op de toelagen waarvan in die wet sprake is, op basis van regeringsinitiatieven die door middel van communiqués genomen zijn, mogelijk was het voordeel van de voormelde toelagen aan te vragen voordat de rechtsregels terzake afgekondigd waren.

⁽¹⁾ Het voorliggende ontwerp van koninklijk besluit bevat 42 artikelen, terwijl het voormelde ontwerp 40.871/2 er 31 bevatte.

De Raad van State heeft in advies 40.844/2, dat hij op 12 juli 2006 heeft uitgebracht over het voorontwerp dat tot de voornoemde wet van 9 januari 2007 ⁽²⁾ heeft geleid, in dit verband de volgende opmerking gemaakt:

"Aangezien de regering reeds initiatieven heeft genomen om de rechthebbenden in de gelegenheid te stellen de toepassing van de ontworpen bepalingen aan te vragen zelfs voor de afkondiging ervan ⁽³⁾, spreekt het vanzelf dat de nadere toepassingsregels die door de Koning moeten worden vastgesteld eveneens moeten terugwerken en bestaanbaar moeten zijn met de tot dusver reeds genomen initiatieven, anders zouden de personen op wie die initiatieven gericht zijn in hun terechte verwachtingen teleurgesteld worden.

Het zou evenwel ondenkbaar zijn dat de Koning op vroegtijdig genomen initiatieven zou steunen om met terugwerkende kracht aan de gerechtigden die in de wet worden vermeld verplichtingen op te leggen die zij uit materieel oogpunt niet meer zouden kunnen nakomen op de datum van bekendmaking van de regelgevende teksten waarbij ze worden opgelegd".

Artikel 40 van het voorliggende ontwerpbesluit strekt er kennelijk toe gevolg te geven aan die opmerking. Het luidt immers als volgt :

"Is in elk geval ontvankelijk tot het verstrijken van de maand die volgt op de bekendmaking van dit besluit in het Belgisch Staatsblad, de aanvraag van de toelage of de terugbetaling waarvan de indieningstermijn verstreken is voor deze datum".

Aangezien het absoluut noodzakelijk is om te zorgen voor een gelijke behandeling tussen degenen die verzocht hebben om de toepassing van de regeling vervat in de voornoemde wet van 9 januari 2007 voordat die regeling bindende kracht heeft gekregen en degenen die zulks niet hebben gedaan of zulks hebben gedaan op een wijze die niet met die regeling overeenstemt, mag artikel 40 van het ontwerp niet aldus geïnterpreteerd worden dat dit artikel, gelezen in onderlinge samenhang met de termijnen voor de indiening van de aanvragen waarin het ontwerp voor het verleden voorziet, ertoe zou leiden dat de aanvragen ingediend tussen de einddatum van de termijnen die met

⁽²⁾ Gedr. St., Kamer, zitting 2006-2007, nr. 2753/001, blz. 20-26.

⁽³⁾ Voetnoot nr. 4 van het voornoemd advies: Door het vroegtijdig toepassen van de maatregelen die in het voorontwerp vervat zijn, wordt de wetgever in een situatie geplaatst waarin de Grondwet niet voorziet en worden zijn prerogatieven aangetast.

terugwerkende kracht bij het ontwerp worden bepaald en de datum van bekendmaking in het Belgische Staatsblad van het voorliggende besluit niet-ontvankelijk zouden zijn.

Met andere woorden mag van de rechthebbenden die hun aanvraag "te laat" hebben ingediend in het licht van de termijnen die met terugwerkende kracht bij het ontwerp worden bepaald, niet worden geëist dat ze een nieuwe aanvraag indienen binnen de termijn waarover ze krachtens artikel 40 van het ontwerp beschikken.

Zoals hiervoor aangegeven is, is de naleving van het gelijkheidsbeginsel in casu immers de maatstaf van de aanvaardbaarheid van de terugwerking van de steunregeling die bij de voormelde wet van 9 januari 2007 is ingevoerd. Met het oog op de overeenstemming met dat beginsel mag het voorliggende besluit het bestuur evenwel niet toestaan om geen gevolg te geven aan de aanvragen die reeds zijn ingediend, aangezien zo'n vrijstelling van onderzoek zonder pertinente verantwoording zou neerkomen op een ongunstige behandeling voor de aanvrager van een toelage op de grond dat hij verzuimd zou hebben "regels" te volgen die geen afdwingbare waarde bezitten.

Overigens spreekt het vanzelf dat, voor de aldus bedoelde aanvragen die niet zouden voldoen aan de vormvoorwaarden bepaald bij het ontworpen besluit, aan de betrokkenen de gelegenheid moet worden geboden om hun aanvragen te regulariseren zoals kan worden gedaan door degenen die hun aanvraag binnen de oorspronkelijke termijn hebben ingediend.

Het is dus rekening houdend met deze interpretatie dat de termijnen moeten worden opgevat die door het ontwerp met terugwerkende kracht worden ingevoerd en die in de praktijk niet meer zullen kunnen worden nageleefd door de betrokkenen op het ogenblik van de bekendmaking van het besluit dat deze termijnen bepaalt.

2. Volgens artikel 18, tweede lid, van de voormelde wet van 9 januari 2007, is de Koning inzonderheid gemachtigd om de vier aangelegenheden te regelen die in dat lid worden aangegeven.

Om uitvoering te verlenen aan de voornoemde wet van 9 januari 2007, beschikt de Koning daarenboven alleen over de verordeningsbevoegdheid die Hij krachtens artikel 108 van de Grondwet bezit ⁽⁴⁾.

Talrijke bepalingen van het ontwerp regelen evenwel aangelegenheden die niet rechtstreeks verband houden met die welke worden vermeld in artikel 18, tweede lid, van de genoemde wet van 9 januari 2007 ⁽⁵⁾.

Voor deze bepalingen moet de Koning derhalve kunnen aantonen dat Hij, door ze uit te vaardigen, zich ertoe heeft beperkt uit het beginsel van de wet en haar algemene strekking de gevolgtrekkingen af te leiden die daaruit op natuurlijke wijze voortvloeien volgens de geest die aan de opvatting van de wet ten grondslag heeft gelegen en volgens de doelstellingen die zij nastreeft, mits de Koning daarbij de draagwijdte van de wet niet verruimt, noch beperkt.

Indien dit bewijs niet zou kunnen worden geleverd voor sommige van de bepalingen waarnaar wordt verwezen, zouden ze moeten vervallen aangezien ze geen rechtsgrond zouden bezitten.

Bijzondere opmerkingen

Dispositief

Artikel 7

Het is de Raad van State niet duidelijk wat de woorden "een natuurlijke persoon die ressorteert onder een dienst personenbelasting" betekenen.

⁽⁴⁾ Als regel geldt immers dat een machtiging zoals die waarin artikel 18, eerste lid, van de wet van 9 januari 2007 voorziet en die de Koning ermee belast "de uitvoeringsmodaliteiten van deze wet" te bepalen, Hem geen andere bevoegdheid verleent dan die welke Hij met toepassing van artikel 108 van de Grondwet bezit.

⁽⁵⁾ Zie meer bepaald de artikelen 5, 8, tweede lid, 18, tweede lid, 27, § 2, 29, tweede lid, 30, 31, 38 en 39 van het ontwerp.

Artikelen 18 en 35

Om de artikelen 18 en 35 van het ontwerp beter te doen overeenstemmen met artikel 18, tweede lid, 3°, van de voornoemde wet van 9 januari 2007, zou de bevoegdheid om te beslissen over de aanvragen waarop deze bepalingen betrekking hebben, rechtstreeks aan een ambtenaar moeten worden opgedragen.

Artikel 34

De Raad van State vraagt zich af of het logisch is, wat betreft de indiening van halfmaandelijke aanvragen tot terugbetaling, te spreken van de toelagen toegekend in een periode gaande van juli 2006 tot maart 2007 terwijl in artikel 6 van de voornoemde wet van 9 januari 2007 sprake is van de leveringen van aardgas tussen 1 januari 2006 en 30 juni 2006.

Artikel 40

De Raad van State vraagt zich af hoe de termijn van een maand die bepaald is bij artikel 40 van het ontwerp, overeen te brengen is met de termijn van drie maanden waarin de artikelen 9 en 12, tweede lid, van de voornoemde wet van 9 januari 2007 voorzien.

Bijlagen

De bijlagen moeten worden voorzien van een opschrift waarin wordt aangegeven dat het bijlagen bij het ontworpen besluit zijn, en van de vermelding "Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van ... met betrekking tot de uitvoering van de wet van 9 januari 2007 houdende toekenning van een toelage voor het aanschaffen van huisbrandolie, van propaangas in bulk, van lamppetroleum en van aardgas bestemd voor de verwarming van een privéwoning", en ze moeten zoals het ontworpen besluit worden ondertekend. De redactie van deze bijlagen moet eveneens worden herzien opdat de aanvrager die een aanvraag op basis van artikel 40 wenst in te dienen, niet misleid

.../...

wordt door de in deze bijlagen vermelde termijnen, die verstreken zijn, en door de omstandigheid dat ze bovendien geen melding maken van de mogelijkheid die nog altijd bestaat om een aanvraag voor toelage in te dienen.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	J. JAUMOTTE,	staatsraden,
Mevrouwen	M. BAGUET,	
	B. VIGNERON,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. P. RONVAUX, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

B. VIGNERON

Y. KREINS